

Les Américains, en 1944, ne sont pas venus pour libérer les Français



[Source : ripostelaique.com]

Par Marc Rousset

« Si nous voyons que l'Allemagne est en train de gagner, nous devons aider la Russie. Si nous voyons la Russie en train de gagner, nous devons aider l'Allemagne. Dans les deux cas, nous devons les laisser se tuer le plus possible. »

Déclaration de Harry Truman, vice-président de Roosevelt, au New York Times, en 1941, après le déclenchement de l'Opération Barbarossa en Russie par l'Allemagne.

Les États-Unis ont fait la guerre à l'Allemagne pour se débarrasser de deux rivaux menaçants (l'Allemagne et l'URSS) et non pas pour défendre la liberté des Européens

Les naïfs croient et les médias répètent continuellement que les États-Unis sont venus libérer les Européens le 6 juin 1944, de la même façon que Lafayette avait défendu l'indépendance des États-Unis à la fin du XVIIIe siècle. Tout cela est aussi faux que la propagande médiatique américaine du plan Marshall qui a été élaboré, selon les dires mêmes de mon professeur à Harvard, le professeur Lodge, non pas pour aider généreusement les Européens dans leurs efforts de reconstruction, mais tout simplement pour éviter que l'Europe devienne communiste et soviétique. George Marshall raisonnait moins en économiste et bon samaritain, qu'en diplomate et chef de guerre, soucieux avant tout de contenir l'Union soviétique.

« Nous ne sommes pas venus en Europe pour sauver les Français. Nous sommes venus parce que nous, les Américains, nous étions menacés par une puissance hostile, agressive et très dangereuse... ».

C'est d'un opuscule que l'armée américaine distribua à ses soldats à la Libération que Philippe de Gaulle tire cette citation, publiée dans son livre « De Gaulle, mon père ». Mon père le répétera, ajoute-t-il :

« Les Américains qui sont morts en libérant la France sont morts pour les États-Unis d'Amérique et pour personne d'autre. De même que tous les Français qui sont morts sur un champ de bataille, y compris pour l'indépendance des États-Unis d'Amérique, sont morts pour la France et le roi qui la personnifiait ».

Le mythe de Lafayette, combattant désintéressé pour la liberté, et son discours au Congrès en 1824, c'est du folklore lyrique pour politiciens démagogues, oublieux des vérités historiques, de la géopolitique et de la « Real Politik ». La France de Louis XVI a aidé les États-Unis dans leur guerre d'indépendance, non pas pour défendre leur liberté, mais par souci politique de revanche du calamiteux traité de Paris par lequel la France perdait en 1763 toutes ses colonies en Amérique et aux Indes. Le seul but recherché était donc de contrer et diminuer la puissance britannique.

Selon le politologue américain George Friedman, c'est la seule relation entre l'Allemagne et la Russie qui était au centre des deux grands conflits mondiaux, qui a motivé l'entrée en guerre des États-Unis :

« Unis ces deux pays représentent la seule force qui pourrait nous menacer. Nous devons nous assurer que ça n'arrive pas ».

Avec le temps, même les Allemands deviennent de moins en moins dupes et se demandent pourquoi ils devraient remercier les États-Unis d'avoir concouru à leur défaite ; tout au plus, peuvent-ils les remercier pour ne pas être devenus communistes. Selon le cinéaste Alain Godard :

« L'Allemagne a été le pays le plus proche des États-Unis. C'était leur concurrent dans beaucoup d'industries. Il fallait qu'ils la réduisent à leur merci. »

Refus du général de Gaulle de se rendre au vingtième anniversaire du débarquement des Américains en Normandie, le 6 juin 1964

« Allons, allons Peyrefitte ! Il faut avoir plus de mémoire que ça ! Il faut commémorer la France, et non les Anglo-Saxons ! »
« Vous croyez que les Américains et les Anglais ont débarqué en Normandie

pour nous faire plaisir. (...) Ils ne se souciaient pas plus de libérer la France que les Russes de libérer la Pologne ! »

« La France a été traitée comme un paillason ! (...) Le débarquement du 6 juin, ç'a été l'affaire des Anglo-Saxons, d'où la France a été exclue. Ils étaient bien décidés à s'installer en France comme en territoire ennemi ! »

« Et vous voudriez que j'aie commémorer ce débarquement qui était le prélude à une seconde occupation du pays ? Non, non, ne comptez pas sur moi ! »

Franklin Delano Roosevelt : sa haine inimaginable envers la France, le général de Gaulle et son désir de diviser la France en trois !

« Ce n'est pas à Hitler que Roosevelt fait la guerre, c'est à moi ». Cette boutade fut souvent entendue à Londres et à Alger dans la bouche de De Gaulle.

Extraits d'une conversation, le 20 novembre 1942, entre André Philip, envoyé par de Gaulle à Washington, et le Président Roosevelt :

« Roosevelt – Quand nous entrerons en France, nous userons du droit de l'occupant... Les Américains resteront en France jusqu'à ce que des élections libres y soient organisées.

Philip – Si les Américains viennent pour occuper le pays, leur occupation ne sera pas davantage tolérée que l'occupation allemande.

Roosevelt – Je parlerai au peuple français à la radio et il fera ce que je voudrai. »

Vers un démembrement de la France :

« Pis, de Gaulle apprend à peu près au même moment par des indiscretions britanniques et luxembourgeoises que Roosevelt envisage, en sus de tout cela, un redécoupage de l'Europe, dont la France serait la première victime, puisqu'elle perdrait non seulement l'Alsace et la Lorraine, rattachées à une nouvelle entité rhénane composée du royaume néerlandais (dont la famille de Roosevelt est originaire), du Luxembourg (qu'il agrandirait aux dépens de l'Allemagne), mais aussi, pourquoi pas, la rive gauche du Rhône, offerte à l'Italie pour la récompenser d'avoir changé de camp ».

Quant au président tchèque Edvard Benes, de retour de Washington, il confie à René Massigli, commissaire aux Affaires étrangères du CFLN : *« J'étais parti en croyant Roosevelt antigauilliste. Il était antifrançais ».* La vérité historique oblige de reconnaître cependant que Roosevelt était minoritaire dans son attitude démoniaque antifrançaise. Les Anglais, Churchill,

Eisenhower, Patton (marié à une Française), Mac – Arthur et surtout la presse américaine étaient certes très patriotes, très réservés, égoïstes et souvent très sectaires, mais pas toujours hostiles à la France et à de Gaulle.

Le projet AMGOT de Roosevelt en 1944 : réoccuper et administrer militairement la France, pas la libérer

L'AMGOT signifie régime d'occupation : « Allied Military Government of Occupied Territories ». Roosevelt souhaitait administrer militairement la France, tout comme l'Allemagne, l'Italie et le Japon, quand ces pays vaincus virent arriver l'armée américaine d'occupation sur leur sol national. Le commandant en chef des forces alliées devait avoir « tous les droits de l'occupation militaire » et cela supposait « qu'il n'y avait pas de gouvernement souverain en France ».

Dans un entretien avec le magazine Marianne, Éric Branca résume ainsi les nombreuses pages consacrées à l'AMGOT de son ouvrage : « Dès la fin 1942, des écoles avaient été créées en Grande-Bretagne pour former le personnel civil de ce gouvernement militaire allié. On est allé jusqu'à imprimer une monnaie de singe, le "billet drapeau", dont le pouvoir d'achat aurait été encore plus défavorable que celui concédé au franc par les Allemands, vis-à-vis du Mark, entre 1940 et 1944. De Gaulle fera échouer cette manœuvre in extremis grâce à la Résistance et aux commissaires de la République choisis par Alexandre Parodi et Michel Debré, lesquels prendront la place des préfets de Vichy, avant que ne déboulent les administrateurs de l'AMGOT et leurs fourgons de billets dont l'encre était à peine sèche ».

Roosevelt préférait Pétain, Darlan, Giraud et Laval à de Gaulle

Le choix de Roosevelt fut de soutenir Pétain jusqu'en 1942, puis successivement Darlan, Giraud et Laval, en s'opposant à de Gaulle. L'amiral Darlan assassiné par la Résistance, le 24 décembre 1942 à Alger, c'est le général Giraud, autre fidèle du maréchal Pétain que les Américains placèrent en orbite pour tenter d'éliminer de Gaulle. La tentative ayant échoué, Roosevelt ne désespérait pas encore, pendant l'été 1944, de faire de Laval, un homme de transition soumis à l'Amérique victorieuse, dans l'attente de la mise en place par ses soins d'un nouveau régime avec davantage de libertés publiques.

Marc Rousset – Auteur de « Notre Faux Ami l'Amérique/Pour une Alliance avec la Russie »

Préface de Piotr Tolstoï – 369 p. – Éditions Librinova – 2024